

## VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL

# Eclairages bruxellois pour le peuple des ténèbres

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

**Mercredi 27/02. Enceinte du Parlement européen.**  
**Norbert Neuser, Willy Meyer, Antonio Masip, eurodéputé, président de l'intergroupe «Solidarité avec le peuple sahraoui», europarlementaire, Espagne, vice-président de la Commission affaires étrangères du Parlement européen (PE), eurodéputé, Commission juridique de la même Chambre basse de l'UE. Les trois reviennent de Rabat. Leur rapport accable le Maroc. Celui du centre Kennedy est aussi sévère pour le Makhzen.**

**Récit.**

Et les trois font rapport lors d'une conférence de presse du procès des Sahraouis de Gdeim Izik. Leurs conclusions sont accablantes pour le Makhzen et le tribunal militaire qui a jugé les civils indépendantistes sahraouis. Les mots sont pesés mais durs, les expressions pas légères mais lourdes de significations. «Ça évoquait, pour moi, les pires moments du franquisme» (Norbert Neuser). «C'est le procès de la honte, de l'indignité, ce n'est pas possible que cela se passe, pas très loin de chez nous, au Maroc, avec lequel l'Union européenne entretient des relations intenses, poussées.» «Je ne me tairai pas, nous ne pouvons pas passer sous silence ces atrocités», dira-t-il, plus loin dans son exposé. Willy Meyer restitue les minutes de l'étrange procès et ses avis sont de la même veine que ceux de son homologue Neuser. Meyer, eurodéputé actif, brillant, ne veut pas rester au seul jugement de ceux de Gdeim Izik. Evidemment, selon lui, le tribunal chargé d'entendre les 24 Sahraouis recevait ses instructions d'ailleurs, d'en dehors de l'enceinte du «droit» de Rabat. Les ordres venaient du Palais et le verdict est politique.

Les Sahraouis de Gdeim Izik ont été «punis» parce qu'ils revendiquaient, haut et fort, «l'indépendance du Sahara occidental», «l'autodétermination pour leur peuple». C'est un procès de «type colonial». «Des autochtones ont été jugés, loin de chez eux, par un tribunal d'une force d'occupation étrangère» (le Maroc, ndlr). Pour autant, selon Willy Meyer, le combat pour la libération des prisonniers sahraouis ne doit pas faire oublier que «l'Union européenne doit exclure le Sahara occidental de l'Accord de pêche avec le Maroc». Ce dernier n'a «aucun mandat sur le Sahara occidental, territoire non-autonome, relevant de la doctrine des Nations-unies en matière de décolonisation».

«L'Europe, argumente-t-il, doit tenir compte de cela. Une nette majorité d'eurodéputés est en faveur de cette option et veut un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui...». Les trois eurodéputés ont informé l'assistance composée de députés, d'assistants parlementaires et de journalistes, de leur volonté de «saisir tous les Parlements du monde», et, notamment, «le Congrès américain sur la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental» et sur «l'inique» procès de ceux de Gdeim Izik. «Et ce, relèvent-ils, avant la présentation du rapport sur le Sahara occidental devant le Conseil de sécurité de l'ONU en avril prochain».

**Jeudi 28 février toujours au sein de l'enceinte du Parlement européen**

A. Canton, directeur du centre R. Kennedy, pour la justice et les droits de l'Homme, est agacé, furieux. On le serait pour moins ! La Fondation Kennedy, très proche des démocrates et qui, dit-on, a l'oreille du président Obama, a effectué un séjour au Sahara occidental. Elle a vu, écouté et enregistré. Ses conclusions sont sans appel, ne souffrent aucune ambiguïté. «Les violations des droits de l'Homme sont régulières au Sahara occidental.» Pour le Centre Kennedy, preuves à l'appui, témoignages, photos, recoupements d'informations, visites dans les hôpitaux, les méthodes de cette ONG sont crédibles, connues et appréciées de par le monde entier. Le Centre Kennedy est une fondation qui compte, dont la parole est respectée. A. Canton au nom de ce lobby des droits de l'Homme a dit sa sentence à Bruxelles, dans le Parlement de l'Union européenne. «Il faut protéger les populations sahraouies, soit en élargissant les prérogatives de la Minurso (Mission des Nations-unies pour un référendum au Sahara occidental), soit en créant d'autres mécanismes».

«L'essentiel, martèlera M. Canton, est de sauver les Sahraouis, leur éviter les exactions, la torture, les dégradations physiques». Rabat, au lieu de faire le dos rond à défaut d'être à l'écoute des défenseurs des droits humains, a non seulement nié les vérités criantes du Centre Kennedy, mais accusé l'organisme américain d'avoir «traqué» des témoignages, opéré des montages. Le directeur de Kennedy Human Rights, réplique, soutenu par sa fondation, en mettant à la disposition de qui veulent les preuves de ce que ces défenseurs des libertés avancent. Notamment, les photos montrant une femme sahraouie, torturée et dégradée physiquement, travail effectué par les photographes et bénévoles du Centre Kennedy et que Rabat a complètement niées pour ensuite prétendre que c'étaient des techniques du Centre Kennedy. Ce qui a eu le don d'exaspérer A. Canton, le directeur, et tous les membres de ce prestigieux lobby. M. Canton saisira, en l'occurrence, l'ambassadeur américain aux Nations-unies en lui prouvant les atrocités et les violations commises par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés. Le Parlement européen était, mercredi et jeudi derniers, tout-ouïe pour la cause sahraouie. Signes avant-coureurs d'une évolution de la situation. Au vu de ce qui s'est passé la semaine dernière au bénéfice des Sahraouis, il est certain que la «lune viendra, et puis le matin», et ils iront vers l'indépendance.

A. M.

## APRÈS UNE GRÈVE DE PRÈS D'UN MOIS Reprise du travail au port de pêche de Annaba

**Les armateurs, patrons de pêche et marins-pêcheurs du port la Grenouillère de Annaba ont décidé de reprendre le travail, après une grève qui a duré pratiquement tout le mois de février dernier.**

Dans un communiqué dont une copie a été adressée à la presse hier samedi, les professionnels de la pêche, réunis vendredi en assemblée générale, ont décidé de confier à leurs représentants de suivre tous les engagements qu'ils disent avoir obtenus du ministère de tutelle et de la Chambre nationale de la pêche ainsi qu'auprès des autorités locales pour un règlement rapide et définitif de leur renven-dication.

Ces engagements, selon les concernés, ont trait principalement au départ des indus occupants et la normalisation du plan d'accostage au sein de cette infrastructure portuaire. De même qu'ils avancent comme argument de leur reprise du travail, le fait qu'il y ait «des actions judiciaires engagées par les autorités compétentes (entendre les gardes-côtes et les responsables du port, ndlr) et les victimes de ces dépassements, visant l'évacuation des indus occupants».

Pour les professionnels de la pêche de Annaba, «les responsabilités et lacunes ont été situées par les commissions d'enquête ministérielles». Le



Photo : DR.

**La réaction des pêcheurs a permis un règlement définitif de l'occupation du port.**

document signé par le président de la Chambre de pêche, Cherif Telli et par celui de l'Association de développement et promotion de la pêche de la wilaya de Annaba, Ali Zemmour, montre que par leur arrêt de travail, les professionnels ont sensibilisé les autorités concernées sur la situation du port de pêche de la Grenouillère.

Pour rappel, les armateurs, patrons de pêche et marins-pêcheurs de Annaba ont déclenché depuis le 2 février dernier une grève pour dénoncer l'occupation «illégal» de 35 postes sur les 130 du port de pêche la

Grenouillère par des chalutiers appartenant à des gens hors wilaya. Ils affirment que ces postes leur «reviennent de droit». Toutefois, on se demande pourquoi les professionnels de la pêche de Annaba ont attendu tout ce temps pour réagir.

La présence de bateaux de pêche étrangers à la wilaya au sein dudit port ne date pas d'hier. Ils ont commencé à prendre possession des lieux depuis plus de six ans, à l'époque de l'ancien directeur général du port, aujourd'hui à la retraite.

A. Bouacha

## LE D<sup>r</sup> ZEGHDAOUI À PROPOS DES KIDNAPPINGS D'ENFANTS :

# «C'est un phénomène qui nous a pris de court»

**Pour le D<sup>r</sup> Rabah Zeghdaoui, le phénomène des kidnappings est lié aux mutations économiques, culturelles et sociales qu'a connues l'Algérie durant ces dernières années, et dont l'impact n'a pas été prévu.**

**Mehdi Mehenni - Alger**

(Le Soir) - Une rencontre-débat sur «les kidnappings d'enfants» a été organisée hier samedi, à Alger, par l'association «la Parole à la culture et les médias», au centre culturel Azzedine-Medjoubi.

Étaient présents des représentants des services de sécurité, des universitaires, des psychologues et des sociologues. L'ex-

directeur de la culture et néanmoins chercheur sur les différentes cultures, le D<sup>r</sup> Rabah Zeghdaoui, a souligné dans son intervention que ce phénomène a surpris l'Algérie au moment où l'on s'y attendait le moins. «La criminalité évolue avec les mutations économiques, culturelles et sociales... Elle est donc en évolution constante, et il est impossible de l'éradiquer

entièrement. C'est pour cela que le meilleur moyen est de préparer la société à faire face à ce phénomène en mettant en place les différents mécanismes nécessaires pour réduire au maximum le nombre de kidnappings», a-t-il expliqué.

Pour ce faire, il suggère de «lancer une campagne de sensibilisation à tous les niveaux, organiser la société civile et ses réseaux de manière à coordonner dans ce sens et travailler pour une meilleure réinstauration des valeurs humaines».

Le rôle des parents a

aussi été mis à l'index par l'intervenant, à qui il conseille de faire preuve de plus de vigilance et communiquer davantage avec leurs enfants pour éveiller leur conscience par rapport à ce danger public.

Enfin, le D<sup>r</sup> Rabah Zeghdaoui a indiqué que «les enquêtes menées actuellement par les différents services de sécurité représentent un début dans la recherche et la compréhension de ce phénomène, dont le relais sera pris par les universitaires qui ont un grand rôle à jouer».

M. M.

## MASCARA

# Assemblée générale des avocats à couteaux tirés

Une assemblée générale des avocats du bâtonnat de Mascara a eu lieu ce samedi matin au siège de la Cour.

A l'ordre du jour, figurait la présentation des bilans moral et financier, seulement voilà, les choses ont tourné au règlement de comptes et des échauffourées ont eu lieu, selon des sources concordantes.

Nous apprendrons également que de nombreux avo-

cats de Saïda dépendant du bâtonnat de Mascara ont quitté la salle. Ceux-ci avaient déjà annoncé la couleur puisqu'ils demandent la constitution d'un bâtonnat dans la ville des Hauts-Plateaux.

Après que les choses faillirent dégénérer, les travaux reprirent et un avocat nous déclarera être désappointé par la tournure des événements.

M. Meddeber